

Que retenir de cette enquête ?

Les Français se montrent de plus en plus attachés à leur « modèle social »

- **Le premier enseignement de cette étude est sans ambiguïté : près de 9 Français sur 10 (87%) se disent aujourd'hui attachés au « modèle social français »** (dont 41% « très attachés » et 46% « plutôt attachés »). **A noter que ce score est en hausse de 5 points par rapport à 2012¹**. Si toutes les catégories de population sont concernées par ce fort attachement, celui-ci est particulièrement élevé chez les personnes âgées de 50 ans et plus, ainsi que chez les cadres / professions libérales et les salariés du public.
- **Pourquoi cette quasi-unanimité autour du « modèle social français » ?** On peut noter 3 raisons majeures qui suscitent ce fort attachement de la part des Français. Tout d'abord, pour 90% d'entre eux, ce modèle social est une **composante à part entière de l'identité nationale** : être Français, c'est être forcément l'héritier de ce modèle social et de son histoire. A noter que ce lien à l'identité nationale est encore plus fort qu'il y a 5 ans (+ 4 points). De même, 91% des Français estiment que ce modèle social permet de **distinguer la France des autres pays**. Et il s'agit d'une différenciation pour le meilleur puisque, pour 91% d'entre eux, « la France a la chance de disposer d'une **protection sociale plus forte** que dans les autres pays ».
- **Que mettent les Français derrière cette notion de « modèle social » ?** Quand on leur demande de réagir spontanément à ce sujet, ils associent la protection sociale à des **évocations majoritairement positives**, insistant sur une valeur ajoutée spécifiquement française (« *Bonne protection par rapport à d'autres pays* ») en termes **d'assurance, de solidarité et de cohésion sociale** (« *La Sécurité sociale permet de protéger et de prévenir les aléas de la vie* », « *C'est un moyen d'aider les plus modestes à se soigner* »). Néanmoins, certains s'interrogent sur la pérennité d'un **système coûteux** (« *Cela devient de plus en plus compliqué d'avoir une protection sociale car cela devient très cher* »), et en proie à des **abus** (« *Il y a beaucoup d'abus et de personnes qui profitent du système* »). La plupart des éléments qui composent ce modèle social sont considérés comme **importants par l'immense majorité des Français**, à commencer

¹ Enquête réalisée par Harris Interactive pour Liaisons Sociales

par l'Assurance Maladie (97%), le salaire minimum (93%) l'Assurance Chômage (92%) et le code du travail (90%). C'est un peu moins le cas pour les 35 heures (67%), même si ce critère est beaucoup plus associé au modèle social français qu'en 2012 (+ 15 points).

Le fonctionnement du modèle social français est jugé satisfaisant aujourd'hui, mais suscite de nombreuses interrogations pour l'avenir

- **Près de 2 Français sur 3 (63%) estiment que leur système actuel de protection sociale fonctionne bien, en particulier, là encore, parmi les personnes les plus âgées et les cadres / professions libérales.** C'est particulièrement vrai concernant des éléments comme le salaire minimum et les mutuelles / complémentaires santé (74% des Français estiment que chacun de ces 2 éléments « fonctionne bien »), mais aussi l'Assurance Maladie (68%), les allocations familiales (66%) et la prévoyance (64%). Le jugement est toutefois plus mitigé en ce qui concerne le fonctionnement des services publics et du système de retraites par répartition (51% chacun).
- **Néanmoins, 61% d'entre eux considèrent que ce système s'est dégradé au cours des 5 dernières années, et ils sont également de plus en plus nombreux à estimer que les garanties offertes par celui-ci ne sont pas assez importantes (36%, contre 25% en 2012),** notamment parmi les femmes, les personnes âgées de 35 à 49 ans et les catégories populaires. Notons également que, malgré l'attachement exprimé par la grande majorité, pour près de 4 Français sur 10 (39%), ce modèle social « est un frein à la compétitivité économique de la France » (+ 4 points par rapport à 2012).
- Par ailleurs, si l'on se projette dans le futur, **près de 2 Français sur 3 (64%) ne se disent pas confiants pour l'avenir du système de protection sociale** (notamment parmi les femmes, les 35 ans et plus et les catégories aisées). Une forte incertitude associée au sentiment que ce modèle s'est dégradé, mais aussi entretenue par le fait que les Français se montrent **partagés sur l'action à venir du gouvernement** dans ce domaine : plus d'1 personne sur 2 estime que celui-ci prend mal en compte les enjeux de protection sociale dans son action en général (53%), et que les mesures annoncées en la matière vont « plutôt dans le mauvais sens » (51%).

→ *Les Français sont donc très attachés à un modèle de protection sociale qui a fait ses preuves et qu'ils considèrent comme faisant partie intégrante de l'identité nationale, et cet attachement est d'autant plus fort que ce modèle est perçu comme menacé pour l'avenir.*

En termes de financement, les Français se prononcent pour le maintien du système actuel, mais avec un rôle élargi pour les mutuelles

- Pour réduire le déficit de la Sécurité sociale, **les Français ne souhaitent ni augmenter les prélèvements sociaux, ni diminuer les remboursements sur les prestations médicales** : seuls 26% d'entre eux se montrent favorables à chacune de ces 2 solutions. Les hommes, les jeunes et les sympathisants de La République En Marche sont davantage séduits par ces 2 types de propositions.
- **En matière de financement, les Français sont partagés entre 2 options principales. La première, celle de la continuité**, avec une protection sociale toujours financée principalement par des cotisations sociales, taxes et impôts, **est privilégiée par 43% des Français** (notamment les personnes de 35 ans et plus et sympathisants de gauche). **La deuxième, celle de l'ajustement du modèle**, avec un financement toujours appuyé sur les cotisations sociales, mais donnant une plus grande part aux financements à but non lucratif via des mutuelles et institutions de prévoyance, **est choisie par 40% d'entre eux** (notamment parmi les personnes de 25-34 ans et les sympathisants de la République En Marche). **La réticence reste donc forte envers l'augmentation des financements via des assurances privées**, qui serait une option prioritaire pour seulement 17% des Français.
- Qui doit prendre en charge les différents soucis que l'on peut rencontrer au cours de sa vie ? Confrontés à cette question, **les Français font une distinction claire entre les problèmes majeurs qui doivent relever en priorité de l'Etat** (perte d'emploi, enfant handicapé), **les questions relevant de la solidarité et qui doivent être d'abord pris en charge par la Sécurité sociale et les mutuelles** (lunettes, prothèses auditives, soins dentaires, maladies graves, accidents de voiture) et celles pour **lesquelles la responsabilité individuelle est considérée comme plus clairement engagée, et qui devraient être d'abord couvertes par une assurance privée** (maladies liées à des comportements à risque, accidents de ski) selon eux.

- **Par ailleurs, les Français se montrent très majoritairement favorables à la création d'une cinquième branche de la Sécurité sociale dédiée à la dépendance (85%).** Concernant le financement de cette nouvelle branche, plus de la moitié des Français (56%) estiment qu'il devrait être pris en charge par l'Etat, mais seulement en partie, en étant complété par la souscription à une assurance privée / mutuelle à la charge des individus eux-mêmes, et que les retraités eux-mêmes devraient être mis à contribution.

Gouvernance du système de protection sociale : les Français accordent avant tout leur confiance à la Sécurité sociale et aux mutuelles, mais aussi aux médecins

- **Pour améliorer le système de protection sociale, les Français accordent avant tout leur confiance à la Sécurité sociale (70%) et aux mutuelles et institutions de prévoyance (65%),** devant les collectivités locales (56%). Les autres acteurs font l'objet d'un jugement plus mitigé (pouvoir exécutif, syndicats de salariés) voire largement marqué par la défiance : c'est le cas notamment des employeurs (42% de confiance), et encore plus des compagnies d'assurances (33%) et des syndicats patronaux (25%). A noter que les plus âgés comptent davantage sur la Sécurité sociale, les mutuelles et le pouvoir exécutif ; les plus jeunes, sur les partenaires sociaux et le secteur privé.
- **Pour agir en faveur du contrôle des dépenses de santé, là encore ce sont la Sécurité sociale (71%) et les mutuelles et institutions de prévoyance (66%) qui suscitent le plus de confiance, mais aussi les médecins (68%).** En revanche, les Français sont nettement plus partagés concernant la confiance à accorder sur ce point à l'Etat (52%) et aux patients eux-mêmes (51%). Les laboratoires pharmaceutiques, quant à eux, ne suscitent qu'un faible niveau de confiance en ce qui concerne le contrôle des dépenses de santé (23%).
- **Enfin, aux yeux des Français, l'organisation concrète des pratiques de santé revient avant tout aux médecins, de préférence à d'autres types d'acteurs (l'Etat, la Sécurité sociale, les patients, etc.).** C'est notamment le cas en ce qui concerne l'orientation des patients vers le ou les praticiens les plus adaptés à leurs besoins (les médecins sont les mieux placés pour 69% des Français), l'observation médicamenteuse (48%), le suivi par les patients de leur parcours de soins coordonnés (45%) et la coordination entre les différents professionnels de santé consultés par un même patient (38%). Le développement de l'e-santé est considéré comme du ressort commun de la Sécurité sociale (28%) et des médecins (27%). L'Etat, quant

à lui, est jugé comme l'acteur de référence pour organiser la prévention des risques professionnels. Notons que les mutuelles et complémentaires santé, et plus encore les patients et les laboratoires pharmaceutiques, ne sont pas considérés comme des acteurs-clés pour organiser l'ensemble de ces actions.

Les Français ont une image positive du système paritaire

- **Interrogés sur leur opinion à l'égard du système paritaire, près de 4 Français sur 5 (79%) considèrent que c'est « plutôt une bonne chose ».** La majorité d'entre eux (entre 57% et 63% selon les cas) ont également plutôt tendance à considérer qu'il s'agit d'un système plutôt efficace pour bien connaître les sujets et enjeux traités et prendre les bonnes décisions, gérer les instances, éviter des confrontations sociales importantes. En revanche, ce jugement est un peu plus mitigé en ce qui concerne la capacité des paritaires à bien connaître l'avis des Français (47%).
- Les Français ont également une idée assez précise de ce que devrait être la répartition des rôles entre l'Etat et les partenaires sociaux. **D'un côté, l'Etat est considéré comme l'acteur le mieux placé pour gérer les différentes formes de dépenses et prestations :** gestion de l'accroissement des dépenses de santé liées au vieillissement (78%), de la Sécurité sociale (77%), des allocations chômage (71%), des prestations de santé / retraite complémentaires (68%). **De l'autre côté, les organisations syndicales de salariés et de patrons sont considérées comme les mieux placés pour gérer les différentes questions liées à l'organisation du travail,** comme la formation (58%) et les risques professionnels (57%).

Zoom sur les travailleurs non-salariés (TNS) et les chefs d'entreprise

- A la demande d'AG2R La Mondiale, un éclairage spécifique a été réalisé sur 2 populations bien spécifiques : **les travailleurs non-salariés (TNS)**, définis comme les personnes travaillant à leur compte et sans employé, **et les chefs d'entreprises**, également à leur compte mais ayant au moins un employé. Si ces 2 groupes ont parfois des opinions et des valeurs proches de la moyenne, elles s'en distinguent également sur certains points particuliers.

